

**PROCÈS-VERBAL DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
D'AVIGNON UNIVERSITE**

SEANCE DU 3 NOVEMBRE 2020

-

EN VISIOCONFERENCE

Le 3 novembre 2020 à 14h30, les membres du Conseil d'administration d'Avignon Université se sont réunis en visioconférence sur convocation du Président de l'établissement.

ÉTAIENT PRÉSENT.E.S

M. Philippe ELLERKAMP, Président d'Avignon Université

M. Samuel PRISO-ESSAWE, Vice-président du Conseil d'administration (VP CA)

Collège A

M^{mes} et MM. LE FRIANT, CASTELNUOVO, MACE-BARBIER, LEFEVRE, BLANKE

Collège B

M^{mes} et M. ELLERKAMP, RAULT, LUNARDELLI

Collège BIATSS

MM. BERNARD, BERRAG

Collège ÉTUDIANT

M^{me} et M. GOUGEON, WIDENDAELE

Collège Personnalités Extérieures

M^{mes} et M. GAGNIARD (Ville d'Avignon), FAURE (Société AGRO'NOVAE), CAILLE (Syndicat des métaux de Marseille), REBMEISTER (Collège Frédéric Mistral)

REPRÉSENTÉ.E.S

M^{mes} et MM. COSTA (procuration à M^{me} LUNARDELLI), POITEVIN (procuration à M^{me} LUNARDELLI), ANDRE (procuration à M. BERNARD), NABOT (procuration à M. ELLERKAMP)

ABSENT.E.S ET EXCUSÉ.E.S

M^{me} Catherine CARBONE, Directrice adjointe de la Direction régionale académique de l'enseignement supérieur (DRAES), représentant le Recteur de la Région académique PACA

M^{me} et MM. GIMELLO-MESPLOMB, DURAND, WENZEL, BRUN, DIONE, SANTONI, BISSIERE, GONTARD

PARTICIPANT À TITRE CONSULTATIF DE DROIT

M. BARBE, Directeur de la Bibliothèque universitaire, présent

M. BOUBERTEKH, Directeur Général des Services (DGS), présent

M. GUINTOLI, Agent comptable, présent

M. GUIN, Président du Grand Avignon, excusé

INVITÉ-E-S PRÉSENT-E-S

M^{me} ABONNEN, Vice-présidente déléguée à la Vie universitaire (VP VU)

M^{me} ANDRZEJEWSKI, Conseillère Sécurité (FSD) et Ingénierie des Risques (CSIR)

M. BOURDAGEAU, Directeur des ressources humaines (DRH), Adjoint au DGS

M^{me} DRANSART, Directrice de l'Institut universitaire de technologie (IUT)

M. DRIDER, Vice-président étudiant (VPE)

M^{me} FALKERT, Doyenne de l'UFR Arts, Lettres et Langues (ALL)

M. LINARES, Vice-président de la Commission de la Recherche (VP CR)

M. MARNEFFE, Directeur des Finances, des Achats et du Contrôle Interne (DFACI), Adjoint au DGS

M. MARREL, Doyen de l'UFR Droit, Economie, Gestion (DEG)

M. POLIDORI, Vice-président de la Commission de la Formation et de la Vie Universitaire (VP CFVU)

M^{me} PORTAL, Chargée d'affaires administratives et institutionnelles

**Ordre du jour de la séance du Conseil d'administration
réuni en formation plénière le 3 novembre 2020**

1. Informations générales communiquées par le Président
2. Approbation du procès-verbal de la séance du Conseil d'administration du 7 juillet 2020
3. Crise sanitaire Covid-19 : point de situation
4. Affaires financières : approbation d'une demande d'admission en non-valeur
5. Ressources humaines :
 - 5.1 Approbation du dispositif de mise en œuvre du télétravail
 - 5.2 Approbation du projet de cartographie des emplois et référentiel des activités et des compétences
 - 5.3 Approbation du versement d'une prime exceptionnelle dans le cadre de l'épidémie de Covid-19
 - 5.4 Prime de charges administratives (PCA) : approbation de la liste des fonctions éligibles au titre de l'année universitaire 2020-2021
 - 5.5 Prime d'encadrement doctoral et de recherche (PEDR) : approbation des critères d'attribution et du barème afférent au titre de l'année 2021
6. Formation : création des parcours « Licences Accès Santé » (LAS) au sein des licences d'Avignon Université à compter de la rentrée 2021
7. Recherche :
 - 7.1 Approbation de la nouvelle dénomination des équipes d'accueil (« unités propres de recherche »)
 - 7.2 Prolongation exceptionnelle au 31 janvier 2021 de la validité de l'inscription administrative des doctorants aux fins de soutenance
8. Affaires institutionnelles : désignation de représentants aux conseils de services communs
 - 8.1 Conseil du Service de la formation tout au long de la vie (SFTLV) : deux enseignants ou enseignants-chercheurs et un usager
 - 8.2 Conseil de la Maison de l'orientation et de l'insertion (MOI) : un BIATSS et un usager
9. Questions diverses
 - Système de gestion mutualisée du parc automobile (autopartage)

Relevé de décisions

Membres composant le conseil : 28

Membres présents : 16

Membres suppléés : 4

Membres absents et non suppléés : 8

1. Informations générales communiquées par le Président

⇒ Pour information du Conseil d'administration

2. Approbation du procès-verbal de la séance du Conseil d'administration du 7 juillet 2020

⇒ Vote du Conseil d'administration : favorable à la majorité (*deux abstentions*)

3. Crise sanitaire Covid-19 : point de situation

⇒ Pour information du Conseil d'administration

4. Affaires financières : approbation d'une demande d'admission en non-valeur

⇒ Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité

5. Ressources humaines :

5.1 Approbation du dispositif de mise en œuvre du télétravail

⇒ Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité

5.2 Approbation du projet de cartographie des emplois et référentiel des activités et des compétences

⇒ Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité

5.3 Approbation du versement d'une prime exceptionnelle dans le cadre de l'épidémie de Covid-19

⇒ Vote du Conseil d'administration : favorable à la majorité (*quatre abstentions*)

5.4 Prime de charges administratives (PCA) : approbation de la liste des fonctions éligibles au titre de l'année universitaire 2020-2021

⇒ Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité

5.5 Prime d'encadrement doctoral et de recherche (PEDR) : approbation des critères d'attribution et du barème afférent au titre de l'année 2021

⇒ Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité

6. Formation : création des parcours « Licences Accès Santé » (LAS) au sein des licences d'Avignon Université à compter de la rentrée 2021

⇒ Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité

7. Recherche :

7.1 Approbation de la nouvelle dénomination des équipes d'accueil (« unités propres de recherche »)

⇒ Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité

7.2 Prolongation exceptionnelle au 31 janvier 2021 de la validité de l'inscription administrative des doctorants aux fins de soutenance

⇒ Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité

8. Affaires institutionnelles : désignation de représentants aux conseils de services communs

8.1 Conseil du Service de la formation tout au long de la vie (SFTLV) : deux enseignants ou enseignants-chercheurs et un usager

⇒ Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité

8.2 Conseil de la Maison de l'orientation et de l'insertion (MOI) : un BIATSS et un usager

- ⇒ Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité

9. Questions diverses

- ⇒ Système de gestion mutualisée du parc automobile (autopartage)

Après s'être assuré que le quorum est atteint, le Président d'Avignon Université ouvre la séance.

1. Informations générales communiquées par le Président

Actualisation de la composition du Conseil d'administration (CA) : suite à la non-réinscription à l'université de plusieurs membres élus du collège étudiant, le Président informe le Conseil que Madame Marion Berto et Monsieur Simon Brun, jusqu'alors suppléants, deviennent membres titulaires en remplacement de Monsieur Axel Zaafour et Madame Romane Teitgen. Madame Justine Gougeon intègre le collège étudiant en qualité de suppléante de Madame Berto. Monsieur Brun n'a pas de suppléant faute de suivant de liste. Monsieur Abdoulaye est à ce jour sans suppléant également, dans l'attente de la confirmation de son suivant de liste. Monsieur Gabin Widendaele et Madame Samia Boukhamsa conservent quant à eux leur siège.

Le Conseil accueille également Madame Anne Gagniard, Conseillère municipale déléguée à l'université, aux établissements d'enseignement supérieur et professionnel et à la vie étudiante, en qualité de représentante de la Ville d'Avignon au sein du collège des personnalités extérieures.

Réalisation d'un exercice de terrain dans les locaux de l'université dans le cadre du projet ANR « Cap-4-Multi-Can-Alert » : le Président informe les membres du CA qu'un exercice de terrain va être organisé sur le site centre-ville du campus Hannah Arendt le 13 janvier prochain. Il participe d'un projet de recherche ANR co-porté à Avignon Université par l'unité mixte de recherche « Etude des structures et des processus d'adaptation et des changements de l'espace » (UMR ESPACE). Le Président invite Monsieur Johnny Douvinet, Professeur des universités au sein du département de Géographie et membre de l'UMR, à apporter toutes précisions.

Ce projet de recherche s'inscrit dans la perspective des jeux olympiques 2024 et vise à créer et à tester une solution d'alerte multicanale innovante en intégrant différents canaux de diffusion adaptés au contexte. L'idée est de partir d'une plateforme existante qui est utilisée en Belgique depuis 2016 pour alerter la population et d'y ajouter des briques technologiques pour garantir l'alerte dans un contexte dégradé (coupure de courant, congestion des réseaux de télécommunication...) tout en intégrant dans la conception de la plateforme et dans la création des messages les besoins des utilisateurs finaux et les réactions à attendre des populations. Avignon Université est un des sites pilotes de ce projet ANR. En pratique, il s'agira de tester l'envoi de messages d'alerte dans des situations scénarisées, de recenser et d'intégrer les réactions et les besoins dans la plateforme.

Suite à plusieurs événements récents (catastrophes naturelles, attentats...), le Ministre de l'Intérieur a annoncé le 24 septembre dernier la mise en place d'une solution hybride qui allie diffusion cellulaire et sms géolocalisés. Le projet Cap-4-Multi-Can-Alert va être l'occasion de réaliser un pré-test pour cette solution hybride « FR-ALERT » qui sera déployée en France en juin 2022.

En ce qui concerne plus spécifiquement l'exercice terrain, l'objectif est d'impliquer des publics en conditions réelles simulées et de mesurer la réceptabilité des messages d'alerte auprès de publics différents. La réalisation d'un exercice terrain implique en amont la prise d'un nombre de précautions et de recommandations notamment en termes d'information et de sensibilisation (réalisation d'une enquête en ligne adressée à l'ensemble des étudiants et des personnels, conduite d'ateliers de sensibilisation qui permettront de collecter les réactions et constituer un échantillonnage).

L'exercice du 13 janvier 2021 se structure de deux manières. Le matin, il s'agira de mesurer l'impact des consignes différenciées avec certaines promotions ou certains services de façon ludique (test de différents canaux). L'après-midi, l'exercice terrain consistera à évacuer le bâtiment nord du site centre-ville et de rassembler les personnes dans le Pôle sportif, afin d'observer les réactions suite à l'envoi de messages à destination du bâtiment nord.

L'objectif sur le plan scientifique est de mesurer la capacité à comprendre un message court et d'observer une réactivité au son et également la capacité à s'orienter vers un point de ralliement identifié en évitant un secteur.

En termes d'enjeux et de retombées pour l'établissement, il s'agit d'améliorer l'existant pour diffuser l'alerte aux personnels et aux étudiants. En qualité de site pilote, Avignon Université va pouvoir bénéficier de la plateforme d'alerte actuellement utilisée en Belgique pour assurer à terme la diffusion de sms géolocalisés afin de permettre une plus grande réactivité et une adaptation au contexte. Il s'agit également de tester les procédures d'intervention internes à l'établissement et notamment la chaîne d'alerte entre la cellule de gestion de crise restreinte de l'université et les autorités préfectorales.

A l'issue de cette présentation, la parole est donnée aux membres du CA. Aucune question ou observation n'est formulée.

Publication du premier numéro du magazine « Carnets » : le Président présente la première publication du magazine « Carnets » qui sortira tous les deux mois et qui fait et fera état d'un certain nombre d'informations générales portant sur la vie de l'établissement, d'actualités, de recherche, d'innovation, de partenariats, de focus sur des services, des portraits de personnels... Cette publication répond à une forte attente en interne. Le Président remercie Madame Claudie Galnon, Directrice de la Communication, ainsi que son équipe pour le travail accompli.

Le Président informe par ailleurs les membres du Conseil qu'un supplément consacré à Avignon Université sortira dans La Provence en fin de semaine. Cette action de communication met en valeur l'établissement, ses laboratoires, ses travaux, ses étudiants, les associations...

⇒ **Pour information du Conseil d'administration**

2. Approbation du procès-verbal de la séance du Conseil d'administration du 7 juillet 2020

Le Président invite les membres du Conseil à faire part de remarques éventuelles sur le projet de procès-verbal de la réunion du CA du 7 juillet 2020 (*cf. annexe point 2*).

A défaut d'observation, le Président soumet ce procès-verbal au vote des administrateurs.

⇒ **Vote du Conseil d'administration : favorable à la majorité (*deux abstentions*)**

3. Crise sanitaire Covid-19 : point de situation

En cette période de second confinement, le Président alerte sur l'état de lassitude, de stress, d'inquiétude des personnels. Bien évidemment, l'établissement se conformera avec la plus grande rigueur aux directives et protocoles nationaux. Sur le terrain, il conviendra d'être extrêmement vigilant pour que la plus grande souplesse, la meilleure prise en compte des situations individuelles puissent être faites. Une attention toute particulière doit être portée sur le maintien du lien social, la prévention des situations d'isolement ou d'accumulation de stress.

Cette crise sanitaire plus que toute autre est régie par l'incertitude et nécessite de s'adapter chaque semaine voire plusieurs fois par semaine. Le niveau de complexité augmente en termes d'organisation et de fonctionnement pour gérer les nouveaux modes de travail, la rotation des équipes dans les services et composantes, la prise en compte des situations individuelles, les nécessités de service...

Le Président rappelle que contrairement au confinement précédent, l'établissement reste ouvert. Le décret n°2020-1310 du 29 octobre 2020 dispose en son article 34 que l'accueil des usagers dans les établissements d'enseignement supérieur (ESR) est autorisé pour permettre l'accès aux formations lorsqu'elles ne peuvent être effectuées à distance (en raison de leur caractère pratique), aux laboratoires et unités de recherche pour les doctorants, aux bibliothèques sur rendez-vous, aux services administratifs sur rendez-vous ou convocation, aux services de médecine préventive et de promotion de la santé, aux services sociaux et aux activités sociales organisées par les associations étudiantes, aux locaux donnant accès à des équipements informatiques sur rendez-vous ou convocation.

La circulaire de la Ministre de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation (MESRI) du 30 octobre 2020 confirme que les établissements de l'ESR, les CROUS et les organismes de recherche restent ouverts et continuent à accomplir leurs missions d'enseignement, de recherche et d'accompagnement des étudiants.

Il n'y a donc pas de plan de continuité d'activité (PCA), l'établissement assure ses missions mais en privilégiant le distanciel.

L'ensemble des enseignements est délivré à distance sauf le cas des travaux pratiques (TP). Un tableau recensant les TP nécessitant une pratique de terrain ou d'encadrement particulier sera remonté au Recteur de Région pour habilitation au présentiel. L'établissement accueillera les usagers dans le cadre de ces enseignements et dans le respect des consignes sanitaires en vigueur (nouvelles jauges).

En matière de recherche, les chercheurs et les doctorants peuvent accéder aux laboratoires dans le respect des mesures de distanciation physique. Les étudiants peuvent accéder à la bibliothèque universitaire (BU) sur rendez-vous (retour de documents, emprunt, accès aux salles de lecture dans la limite de 50 % des capacités d'accueil), le CROUS poursuit ses activités de restauration se limitant exclusivement à la vente à emporter.

Les examens et concours dont les épreuves de contrôle continu peuvent être organisés en présentiel dans le respect des protocoles sanitaires.

En interne, la cellule de gestion de crise élargie aux directeurs de composante et de service, aux chefs de service et responsables s'est réunie à plusieurs reprises bien en amont des annonces gouvernementales. En termes d'organisation, des groupes experts transversaux se constituent en mode résolution de situations complexes sur des thématiques telles que la gestion des calendriers, les modalités de contrôle des connaissances, l'accueil du public, la poursuite des activités de recherche... Ces groupes experts formuleront des propositions concertées qui seront arbitrées par la gouvernance. Cette nouvelle méthodologie de gestion de crise fait appel aux experts de terrain, aux experts métiers, qui ont une meilleure connaissance et une meilleure visibilité sur les difficultés émergentes ou à venir à granularité fine. Elle s'appuie sur l'implication et l'engagement de chacun avec son niveau d'observation et de responsabilité.

Le Président invite Madame Florence Andrzejewski, Conseillère Sûreté (FSD) et Ingénierie des risques, à présenter un point de situation.

Au cadre juridique présenté ci-dessus vient s'adosser la mise en place de la posture Vigipirate au niveau « Urgence Attentat » qui contraint également l'établissement à des mesures particulières de fonctionnement notamment aux entrées des sites.

Sur le plan pandémique, la situation sanitaire dans le département du Vaucluse est extrêmement préoccupante.

A l'échelle de l'établissement, 88 cas positifs avérés ont été recensés depuis le 19 septembre dernier avec une proportion 2/3 d'étudiants, 1/3 de personnels.

L'Agence régionale de santé Provence-Alpes-Côte d'Azur (ARS PACA) a organisé dans le Pôle sportif du site centre-ville les 21 et 22 octobre dernier l'installation d'un centre de dépistage covid par tests antigéniques à destination des étudiants en priorité mais également des personnels. Cette action a été coordonnée par la Préfecture de Vaucluse avec le support du service médical des pompiers du Vaucluse (SDIS 84). Dans le cadre de cette opération, 583 prélèvements ont été réalisés dont 18 cas positifs (2/3 d'étudiants, 1/3 de personnels également).

Avignon Université reste toujours en-deçà du taux de positivité national et régional, les mesures mises en place en amont au sein de l'établissement ont été efficaces. Aucun cluster n'a été déclaré chez les étudiants, il s'en est produit dans les services mais pour des raisons plutôt exogènes à la vie du service.

La cellule de gestion de crise poursuit le suivi étroit du nombre de cas avérés et de cas contacts dans l'établissement en lien avec les services du Rectorat (remontée d'information bihebdomadaire).

Sur le plan opérationnel, l'accès des usagers aux locaux de l'université se fait sur convocation ou sur rendez-vous. Le fonctionnement de la BU est en place, les jauges ont été redéfinies (90 places sur un étage), l'organisation des personnels de surveillance a été revue.

Une attention particulière est portée sur le déroulement des examens et concours sur site. Les examens organisés par l'UFR Sciences, technologies, santé (STS) et l'Institut universitaire de technologie (IUT) en début de semaine ont pu se tenir dans le respect des protocoles sanitaires avec un très faible taux d'absentéisme. Globalement le calendrier initial des épreuves a pu être respecté à l'exception de quelques partiels qui ont dû être décalés en raison d'une mobilisation différente des salles (amphithéâtres). Ces examens ont été reportés d'une quinzaine de jours par les composantes.

En ce qui concerne les enseignements pratiques en présentiel, l'établissement reste dans l'attente de la liste des TP qui sera arrêtée par le Recteur de Région. Un travail a d'ores et déjà été engagé au sein des composantes en lien avec la cellule de gestion de crise pour anticiper l'organisation de l'accueil des étudiants selon les nouvelles jauges applicables.

Les stages étudiants et l'apprentissage sont maintenus, les entreprises peuvent accueillir les étudiants dans le respect de la réglementation du travail.

A ce stade, tous les moyens sont mis en œuvre pour tenir le calendrier pédagogique initial.

En ce qui concerne les services de restauration, les accès au CROUS restent ouverts pour les étudiants afin qu'ils puissent bénéficier de la vente à emporter (maintien des repas à 1 euro).

La cellule de gestion de crise est également en lien avec Madame Audrey Abonnen, Vice-président déléguée à la Vie universitaire (VP VU) pour organiser l'accueil en présentiel des étudiants en difficulté (cellule psychologique, accompagnement social...).

En matière de soutien sanitaire, il est prévu que les étudiants puissent bénéficier de consultations médicales. La cellule de gestion de crise reste dans l'attente des dispositifs qui seront mis en œuvre par le service de médecine préventive.

Pour ce qui est de la circulation des personnels, l'établissement des justificatifs de déplacement professionnel est géré au niveau de chaque composante et service pour permettre la flexibilité requise par les nécessités de service.

Les missions interrégionales sont maintenues dans la mesure du possible (réduction des activités de transports publics). Les missions à l'étranger sont également maintenues mais tendent à s'amenuiser (fermeture de certaines frontières aux ressortissants français, annulation des vols...).

En ce qui concerne l'accès des doctorants aux locaux de l'université, la cellule de gestion de crise est en lien avec les composantes pour organiser l'accueil des doctorants qui sont en phase de rédaction et qui ont besoin d'être sur site (accès aux ressources numériques, documentaires...). Un recensement des petites salles d'enseignement est en cours pour pouvoir organiser ces espaces en bureaux.

Reprenant la parole, le Président indique que les dispositifs d'accompagnement et d'écoute à destination des usagers et personnels qui ont été mis en place lors du premier confinement ont été réactivés (cellule d'écoute, dispositifs d'aides sociales, d'aide au numérique : prêt d'ordinateurs, aides à l'acquisition d'équipements informatiques ou de connexion...). Le président précise par ailleurs que l'ensemble des contrats de vacation étudiants seront maintenus quitte à requalifier les missions (accueil des usagers...).

A l'issue de cette présentation, la parole est donnée aux membres du CA.

Madame Nathalie Macé-Barbier demande s'il est possible pour un département d'organiser l'ensemble des examens en distanciel.

Prenant la parole, le VP CA indique que suite à la concertation qui a été menée auprès des composantes, le principe est celui du maintien des évaluations initialement prévues conformément à la réglementation nationale en vigueur. Les enseignants qui souhaitent opérer la mise à distance des examens doivent le faire dans le respect des modalités de contrôle des connaissances adoptées en Commission de la Formation et de la Vie universitaire (CFVU), à savoir la nature et la durée de l'épreuve. La fracture ou la différenciation numérique des étudiants doit être mesurée et prise en compte. Sous réserve du respect de ces conditions, une autonomie est laissée aux enseignants.

Madame Gagniard propose de contacter très rapidement la VP VU pour accompagner l'université sur le volet accompagnement des étudiants.

Le Président remercie Madame Gagniard pour l'engagement et l'implication de la Ville d'Avignon.

⇒ **Pour information du Conseil d'administration**

4. Affaires financières : approbation d'une demande d'admission en non-valeur

Le Président invite Monsieur Claude Guintoli, Agent comptable, à présenter ce point.

Monsieur Guintoli présente l'historique de ce dossier ayant conduit à une demande d'admission en non-valeur pour un montant de 7 200 euros dans le cadre d'un contrat de professionnalisation conclu en 2017 (*cf. annexe point 4*).

A l'issue de cette présentation, la parole est donnée aux membres du CA.

A défaut d'observation, le Président soumet cette demande d'admission en non-valeur au vote des administrateurs.

⇒ **Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité**

5. Ressources humaines :

5.1 Approbation du dispositif de mise en œuvre du télétravail

Le Président invite Monsieur Stéphane Bourdageau, Directeur des ressources humaines (DRH), à présenter ce point.

En préambule, Monsieur Bourdageau précise que le dispositif de télétravail présenté ce jour est un dispositif de télétravail habituel, hors période de confinement total ou partiel.

Ce dispositif prévoit de nouvelles modalités d'organisation du travail, les agents occupent leur poste, remplissent leurs missions et activités mais peuvent le faire d'une manière qui favorise la distanciation, l'absence d'utilisation des transports, la capacité à pouvoir trouver un meilleur équilibre entre vie privée et vie professionnelle... un ensemble d'éléments qui permet aujourd'hui de satisfaire les conditions d'exercice du travail de manière plus favorable et qui permet aux agents d'avoir recours aux mêmes outils, de remplir les mêmes missions mais dans un cadre différent.

Conformément à la réglementation en vigueur, le dispositif proposé prévoit la possibilité de télétravailler deux jours par semaine ce qui permet à la fois de conserver le lien avec l'activité du service et les collègues et la distanciation pour le télétravail.

Pour pouvoir mettre en œuvre ce télétravail, trois types de modalités sont envisagés :

- un télétravail habituel à raison de deux jours par semaine qui peut être augmenté à quatre jours par semaine pour les personnels en situation de fragilité ou de vulnérabilité ;
- un télétravail flottant qui permet de cumuler de manière mensuelle ou annuelle le nombre de jours de télétravail pour un usage globalisé ou journée par journée à chaque fois qu'une situation le nécessite à l'échelle du service (cycles de rédaction par exemple) ;
- un télétravail d'urgence dit ponctuel pour faire face à une situation imprévisible.

Une phase d'expérimentation du dispositif a été lancée en interne en novembre 2019 sur un échantillon de personnels administratifs (14 personnes). Le confinement du printemps dernier au cours duquel le travail en distanciel a été généralisé, a permis une expérimentation à l'échelle de l'ensemble des personnels.

A l'issue de cette expérimentation, un recueil des demandes de télétravail a été lancé auprès des agents de l'établissement, la formule a été largement plébiscitée puisqu'à ce jour 169 demandes ont été enregistrées. Ces demandes font l'objet d'un examen qui arrive à son terme. Le dispositif pourra être mis en œuvre à la fin de cette période de confinement partiel.

Pour conclure, le DRH indique que ce dispositif propose une modalité différente d'organisation du travail, il répond aux mêmes missions, les nécessités du service sont au cœur de cette organisation et doivent être privilégiées, le tout étant de trouver le juste équilibre entre la demande de l'agent et la satisfaction personnelle qu'il pourra trouver dans cette nouvelle organisation et la poursuite de activités et des objectifs du service.

(cf. annexes point 5.1).

Ce dispositif a recueilli l'avis favorable à l'unanimité du Comité technique (CT) de l'établissement le 15 septembre dernier.

A l'issue de cette présentation, la parole est donnée aux membres du CA.

A défaut d'observation, le VP CA soumet le dispositif de mise en œuvre du télétravail au vote des administrateurs.

⇒ **Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité**

5.2 Approbation du projet de cartographie des emplois et référentiel des activités et des compétences

Le VP CA invite Madame Stacey Andreo, Assistante GPEC valorisation des compétences à la DRH, à présenter ce point.

En préambule, Madame Andreo précise les enjeux et les objectifs de ce projet de cartographie des emplois et référentiel des compétences. Elle présente le contexte, la démarche globale, les acteurs du projet et sa déclinaison opérationnelle (cf. annexe point 5.2).

Madame Andreo présente la cartographie des emplois qui a été effectuée à ce jour. Cette cartographie porte exclusivement sur la population BIATSS et met en avant les huit branches d'activité professionnelle (BAP) existantes au sein de l'établissement. Elle est basée sur le référentiel REFERENS : 21 familles professionnelles et 77 emplois-types ont été recensés en interne sur les 35 familles professionnelles et les 242 emplois-types existants. A la clôture de la campagne des entretiens professionnels individuels (EPI), le nombre de postes pourra être mis en avant. La cartographie des emplois se décompose par BAP, par famille professionnelle et par emploi. La branche d'activité prédominante au sein de la population BIATSS de l'établissement est la BAP J « Gestion et pilotage ». Les données chiffrées recensées par BAP permettent d'avoir une visibilité sur le nombre d'agents par structure ou par type de catégories.

Prenant la parole, le DRH indique que cet outil permet de bien visualiser la ventilation à la fois des effectifs dans des corps et des familles d'emplois et plus globalement des compétences dans l'établissement. A ce stade, le travail accompli est à gros grains avec des effets très quantitatifs, il a vocation à être affiné pour permettre d'évaluer les compétences réellement détenues sur les postes et celles qui sont nécessaires à la tenue du poste et à l'accomplissement de la famille métiers dans lequel l'emploi est référencé.

Il s'agit d'un exercice de comparaison des écarts qui va être réalisé avec les représentants des organisations syndicales, les experts métiers, les équipes de la DRH et un cabinet conseil qui permettra d'être dans une dynamique de projet et d'analyse globale des supports de l'établissement afin d'évaluer dans un second temps comment les agents se sont appropriés et détiennent ces compétences et comment les faire évoluer dans un parcours de carrière.

Ce projet de cartographie des emplois a recueilli l'avis favorable à l'unanimité du CT le 20 octobre dernier.

A l'issue de cette présentation, la parole est donnée aux membres du CA.

Monsieur Allal Berrag salue le lancement de ce projet très attendu depuis plusieurs années qui permettra notamment d'anticiper sur les recrutements. Il demande à ce que soit précisé le rétro-planning de la mise en place de la GPEC.

Le DRH indique que le recours au cabinet conseil vient d'être lancé, il s'agit d'une première démarche importante parce que le cabinet a notamment pour mission d'accompagner l'établissement dans l'exécution même de la conduite du changement. La publication du marché a été faite il y a une dizaine de jours. Un grand nombre de candidats se sont manifestés. L'analyse des offres et le choix du prestataire seront opérés début décembre 2020. Un travail préalable avec le cabinet conseil portera sur la démarche et la construction de cette démarche avant d'entamer le cycle des réunions de concertation avec les organisations syndicales afin de définir comment les groupes de travail seront constitués et établir la méthodologie (objet, modalités, échéances...).

Ce projet a vocation à durer un an et demi après son lancement ce qui implique des groupes de travail récurrents qui vont fonctionner de manière extrêmement fréquente.

A plus long terme, le travail de cartographie a vocation à être intégré à une application informatique qui permettra via le système d'information RH de produire les données nécessaires pour faire vivre cette cartographie.

Ce calendrier prévisionnel sera retravaillé et affiné avec le cabinet conseil qui aura été retenu.

A l'issue de ces échanges, le VP CA soumet le projet de cartographie des emplois et référentiel des compétences au vote des administrateurs.

⇒ **Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité**

5.3 Approbation du versement d'une prime exceptionnelle dans le cadre de l'épidémie de Covid-19

En préambule, le VP CA indique que ce dispositif, largement évoqué dans les médias et les listes de diffusion, est prévu et encadré par le décret n°2020-570 du 14 mai 2020. Il invite le DRH à apporter toutes précisions sur ce point.

Monsieur Bourdageau précise que ce dispositif a été mis en place pour reconnaître le travail des agents de la fonction publique qui ont été particulièrement mobilisés pendant l'état d'urgence sanitaire. Le critère essentiel de mise en œuvre de cette prime exceptionnelle est le surcroît de travail significatif que les agents ont connu pendant cette période pour la sauvegarde des activités de l'établissement.

Il s'agit d'un dispositif de primes d'Etat qui ne peut être dépensé que sous cette forme de prime et nulle autre. Il prévoit trois taux de versement, le tout devant être versé sur proposition des supérieurs hiérarchiques et des N+1 pour chaque personnel qui pourra prétendre à la percevoir.

En interne, ce dispositif sera mis en œuvre par le biais de la dotation Etat d'un montant global de 20 860 euros. Cette dotation a été doublée par l'établissement pour pouvoir reconnaître l'engagement et le travail du plus grand nombre des personnels fortement mobilisés sur cette période (*cf. annexe point 5.3*).

A l'issue de cette présentation, la parole est donnée aux membres du CA.

Madame Delphine Blanke demande des précisions sur la notion de supérieur hiérarchique et de N+1, à l'égard des enseignants-chercheurs notamment. Elle demande également à ce que soit précisée la réflexion qui a été menée pour définir les critères d'attribution de cette prime exceptionnelle et le taux alloué.

Prenant la parole, le DRH indique que la notion de supérieur hiérarchique ou de N+1 est davantage utilisée pour les personnels BIATSS que pour les enseignants-chercheurs à l'égard desquels la notion de coordination est plus fréquemment utilisée, les directeurs de composante étant en charge de la coordination d'un projet de formation et d'un projet scientifique au sein de leur structure. Ce sont donc les supérieurs hiérarchiques et les coordonnateurs qui sont appelés à désigner les personnels qui ont eu un investissement considéré comme hors norme.

Le critère pris en compte est lié à la surcharge de travail et à une activité extrêmement importante pendant la période de confinement. Si ce seul critère peut a priori sembler subjectif, il peut être regardé d'une part au travers de l'investissement en temps, de l'investissement matériel, et d'autre part au regard des propositions qui ont pu être faites par les agents, des dispositifs nouveaux qui ont été initiés ou des démarches qui ont conduit à la création de nouveaux outils ou à l'adaptation d'outils existants. En somme, il s'agit d'un investissement ayant contribué significativement à l'organisation des conditions du travail du reste de l'équipe ou du service.

Prenant la parole, Monsieur Berrag demande si un contrôle et un arbitrage final sont opérés sur les remontées effectuées par les supérieurs hiérarchiques et les coordonnateurs. Par ailleurs, il souhaite savoir comment est défini en interne le taux dont va bénéficier l'agent.

Monsieur Bourdageau indique que la décision d'attribution relève des prérogatives du Président de l'établissement en lien avec les services et les composantes une fois l'ensemble des remontées effectué. Le Président dispose donc d'un pouvoir d'appréciation sur les ventilations qui sont proposées.

En ce qui concerne les différents taux, l'établissement a fait le choix de faire une part très majoritaire au taux de 330 euros ce qui permet de reconnaître l'engagement du plus grand nombre. Pour précision, la dotation de 20 860 euros équivaut à +/-63 possibilités au taux de 330 euros dans l'établissement.

Pour compléter, le VP CA indique que l'attribution de cette prime exceptionnelle ne répond pas à une logique hiérarchique, tous les personnels, quel que soit leur niveau hiérarchique, sont éligibles à cette prime à l'un de ces trois taux.

A l'issue de ces échanges, le VP CA soumet ce dispositif de versement d'une prime exceptionnelle au vote des administrateurs.

⇒ **Vote du Conseil d'administration : favorable à la majorité (quatre abstentions)**

5.4 Prime de charges administratives (PCA) : approbation de la liste des fonctions éligibles au titre de l'année universitaire 2020-2021

Outre la liste des fonctions éligibles à la PCA et les montants maximum d'attribution qui y sont associés, les administrateurs se sont vus communiqués pour leur information une présentation des missions et leur articulation fonctionnelle.

Cette année, certaines des fonctions relevant initialement du régime des responsabilités pédagogiques ont été transférées sur la liste des fonctions éligibles à la PCA. C'est le cas notamment pour les vice-doyens aux études dont les missions de coordination de l'activité pédagogique relèvent plutôt de missions administratives, la fonction pédagogique étant assignée aux responsables de formation et aux responsables pédagogiques. C'est le cas également pour les directions de département à l'IUT ainsi que pour deux missions : la coordination du réseau FIGURE et la coordination MEEF INSPE.

Par ailleurs, le montant maximum d'attribution a été plafonné à 10 000 euros contre 5 000 euros l'année dernière.

(cf. annexes point 5.4).

Il est précisé que la liste des fonctions éligibles à la PCA et les montants maximum d'attribution ont recueilli l'avis favorable à l'unanimité du CT le 20 octobre dernier.

A l'issue de cette présentation, la parole est donnée aux membres du CA.

A défaut d'observation, le VP CA soumet cette liste de fonctions et les montants associés au vote des administrateurs.

⇒ **Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité**

5.5 Prime d'encadrement doctoral et de recherche (PEDR) : approbation des critères d'attribution et du barème afférent au titre de l'année 2021

Le VP CA invite Monsieur Georges Linarès, Vice-président Recherche, à présenter ce point.

Le document de cadrage relatif aux critères d'attribution et au barème de la PEDR rappelle les modalités en vigueur dans l'établissement. Il est proposé le renouvellement des critères et barème retenus au cours de la campagne précédente. Ce document de cadrage présente l'articulation entre les notes délivrées par le Conseil national des universités – CNU (notes globales et notes par critère) et le classement des dossiers en interne opéré sur la base des notes globales normalisées. La méthode de calcul se fonde sur un système de pondération tenant compte du pourcentage des différentes catégories de notes obtenues au CNU sur l'ensemble des sections (cf. annexe point 5.5).

Cette proposition a recueilli l'avis favorable à l'unanimité de la Commission de la Recherche (CR) le 22 octobre 2020.

Prenant la parole, le Président remercie le VP CR pour avoir engagé l'établissement dans cette voie qui traduit le soutien affirmé de l'établissement à l'ensemble des collègues particulièrement impliqués dans la recherche. L'enveloppe de ce dispositif a été largement abondée ces dernières années et s'inscrit dans la dynamique de soutien aux activités de recherche impulsée de manière très significative depuis quatre à cinq ans.

A l'issue de cette présentation, la parole est donnée aux membres du CA.

A défaut d'observation, le VP CA soumet les critères d'attribution de la PEDR et le barème associé dans le cadre de la campagne 2021 au vote des administrateurs.

⇒ **Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité**

6. Formation : création des parcours « Licences Accès Santé » (LAS) au sein des licences d'Avignon Université à compter de la rentrée 2021

Le VP CA invite Monsieur Ange Polidori, Vice-président de la Commission de la Formation et de la Vie universitaire (VP CFVU), à présenter ce point.

Le Conseil est invité à se prononcer sur l'ouverture des parcours LAS en partenariat avec Aix-Marseille Université (AMU) suite à la réforme de l'accès aux études de santé opérée par l'arrêté du 4 novembre 2019 relatif à l'accès aux formations de médecine, de pharmacie, d'odontologie et de maïeutique.

Cette réforme va permettre l'accès aux études de santé par deux voies parallèles dont aucune n'est privilégiée :

- les classes « Portail Accès Santé Spécifique » (PASS) : les capacités d'accueil sont limitées ; les étudiants ont l'obligation de choisir 10 crédits ECTS disciplinaires parmi des blocs disciplinaires pilotés par les UFR d'AMU. Si les étudiants ne réussissent pas le concours d'entrée à l'issue de la classe PASS après validation de 60 crédits ECTS, ils auront la possibilité d'accéder directement à la deuxième année de leur licence disciplinaire ;
- les LAS : elles correspondent à un parcours particulier d'une licence et sont affichées dans Parcoursup. Les étudiants doivent valider, en plus des 60 crédits ECTS de leur première année, 10 crédits ECTS d'un portail santé qui est porté par la faculté de médecine d'AMU, ces enseignements se faisant intégralement à distance. Il s'agit donc d'une licence augmentée. Pour pouvoir être admis à l'entrée aux études de médecine, les étudiants doivent valider une note minimale et/ou passer des oraux qui sont portés par la faculté de médecine. Les étudiants ayant échoué à l'entrée aux études de santé pourront poursuivre leur parcours dans leur LAS (année supérieure).

(cf. annexe point 6).

Ce dispositif porté par AMU est ouvert aux établissements du site Aix-Marseille Provence Méditerranée (AMPM). Avignon Université et l'Université de Toulon souhaitent s'y engager à compter de la rentrée universitaire de septembre 2021.

Cette opportunité de création de LAS a été perçue de manière extrêmement positive par la CFVU qui a émis un avis favorable à l'unanimité en sa séance du 8 octobre 2020.

Le VP CFVU indique toutefois que la création de ces LAS au sein d'Avignon Université implique l'accueil d'étudiants supplémentaires qui va représenter une charge. Il précise que si l'établissement crée des places supplémentaires LAS dans les licences qui saturent déjà leur capacité d'accueil Parcoursup (licences AES, STAPS, droit...), le Ministère allouera des financements supplémentaires. Si les parcours LAS sont créés au sein de licences qui ne saturent pas leur capacité d'accueil Parcoursup, aucun financement ne sera adossé à ces créations de places (par exemple en licence chimie).

Au-delà du coût global que pourrait représenter la création de ces LAS, c'est l'opportunité d'accueillir des étudiants qui sont généralement d'un bon niveau, cela permettant d'améliorer le niveau général des licences de l'établissement.

A l'issue de cette présentation, la parole est donnée aux membres du CA.

Madame Blanke demande à ce que soit précisé sur quels éléments porte le vote du Conseil.

Le VP CA indique que les administrateurs sont invités à se prononcer sur le principe d'ouverture de ces LAS pour une mise en œuvre à compter de septembre 2021.

Pour compléter, le VP CFVU précise que la décision du CA va se traduire par l'intégration des places LAS aux capacités d'accueil des licences qui sont candidates à ce dispositif. La CFVU a étudié la faisabilité d'une mise en œuvre dès septembre 2021 et y a répondu favorablement. Le suivi des blocs santé de ces LAS sera piloté non pas par les équipes pédagogiques d'Avignon Université mais intégralement par la faculté de médecine d'AMU, en distanciel.

Monsieur Berrag note que la création de ces LAS au sein de l'université ne pourrait pas être opérée sans un adossement à un autre établissement d'ESR. Il demande toutes précisions sur ce point.

Le VP CFVU indique que pour pouvoir porter des LAS, les universités qui ne disposent pas de pôle santé coopèrent avec leurs homologues voisins qui ont des pôles santé afin de participer à l'effort général de formation des étudiants en médecine.

Prenant la parole, le Président précise que l'intérêt de s'engager dans ce dispositif est de permettre à des étudiants qui auraient dû aller sur Marseille de rester sur Avignon pour cette année de formation. L'établissement va pouvoir offrir cette perspective à des étudiants non mobiles, en bénéficiant des enseignements prodigués par la faculté de médecine d'AMU. La création de ces formations répond à un véritable besoin du territoire.

A l'issue de ces échanges, le VP CA soumet la création des LAS à compter de la rentrée 2021 au vote des administrateurs.

⇒ **Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité**

7. Recherche :

7.1 Approbation de la nouvelle dénomination des équipes d'accueil (« unités propres de recherche »)

Le VP CA invite le VP CR à présenter ce point.

Le MESRI a annoncé la fin de la labellisation nationale des équipes d'accueil au 1^{er} janvier 2020 et a laissé la liberté aux établissements de l'ESR de reconsidérer la dénomination de ces équipes de recherche (*cf. annexe point 7.1*).

A l'issue de sa réunion plénière du 22 octobre dernier, la CR a proposé la dénomination « unités propres de recherche », plus conforme à la réalité des activités conduites par les laboratoires de recherche et en meilleure cohérence avec la dénomination des unités mixtes de recherche (UMR).

La parole est donnée aux membres du CA.

Madame Blanke demande des précisions complémentaires sur la mise en œuvre de ce changement de dénomination.

Le VP CR indique qu'une fois la nouvelle dénomination adoptée par le CA, les unités propres de recherche seront inscrites au répertoire national des structures de recherche (RNSR). Ce processus va générer l'attribution d'un numéro d'enregistrement qui devra être intégré dans les signatures des publications scientifiques. Il sera par ailleurs possible de modifier la dénomination des unités propres.

A l'issue de ces échanges, le VP CA soumet la dénomination d'« unités propres de recherche » au vote des administrateurs.

⇒ **Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité**

7.2 Prolongation exceptionnelle au 31 janvier 2021 de la validité de l'inscription administrative des doctorants aux fins de soutenance

L'état d'urgence sanitaire a impacté l'avancement ou la finalisation de certaines thèses de doctorat. Pour tenir compte de cette situation, il est proposé de prolonger à titre exceptionnel la validité de l'inscription administrative des doctorants d'un mois supplémentaire afin de permettre à tous les doctorants qui sont dans cette phase de finalisation d'avoir jusqu'au 31 janvier 2021 pour soutenir leur thèse sans avoir à se réinscrire administrativement.

A l'issue de cette présentation, la parole est donnée aux membres du CA.

A défaut d'observation, le VP CA soumet cette proposition au vote des administrateurs.

⇒ **Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité**

8. Affaires institutionnelles : désignation de représentants aux conseils de services communs

8.1 Conseil du Service de la formation tout au long de la vie (SFTLV) : deux enseignants ou enseignants-chercheurs et un usager

Conformément à l'article 4 des statuts du SFTLV, le CA est invité à désigner deux représentants enseignants ou enseignants-chercheurs et un représentant usager parmi les élus titulaires et suppléants du Conseil pour siéger au Conseil de gestion dudit service.

Trois candidatures sont recensées : Messieurs Guido Castelnuevo (collège A), Jean-Pierre Costa (collège B) et Madame Justine Gougeon (collège usagers).

Le VP CA informe les administrateurs de la possibilité de procéder à un vote à bulletin secret. Aucun membre du CA ne manifeste sa volonté de procéder comme tel, aussi le VP CA soumet ces trois candidatures au vote des administrateurs selon la procédure habituelle (vote à main levée).

⇒ **Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité**

8.2 Conseil de la Maison de l'orientation et de l'insertion (MOI) : un BIATSS et un usager

Conformément à l'article 5 des statuts de la MOI, le CA est invité à désigner un représentant BIATSS et un représentant usager parmi les élus du Conseil pour siéger au Conseil de gestion dudit service.

Deux candidatures sont recensées : Madame Fanny André (collège BIATSS) et Monsieur Gabin Widendaele (collège usagers).

Le VP CA rappelle aux administrateurs la possibilité de procéder à un vote à bulletin secret. Aucun membre du CA ne manifeste sa volonté de procéder comme tel, aussi le VP CA soumet ces deux candidatures au vote des administrateurs selon la procédure habituelle (vote à main levée).

⇒ **Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité**

9. Questions diverses

Madame Magali Rault a souhaité inscrire une question diverse à l'ordre du jour de la présente séance portant sur le système de gestion mutualisée du parc automobile (autopartage) et plus particulièrement sur l'utilisation des données collectées dans ce cadre.

Le VP CA invite Monsieur Berrag, en sa qualité de Chef du Pôle Logistique à la Direction du Patrimoine, à apporter toutes précisions sur ce point.

La mise en place de ce système de gestion mutualisée répond à une obligation réglementaire prévue par la circulaire du Premier Ministre n°5928/SG du 20 avril 2017 portant sur l'externalisation de certaines prestations sur les véhicules (maintenance notamment) et l'optimisation des dépenses dans la gestion du parc automobile des établissements publics.

La première phase de mise en œuvre de ce système de gestion mutualisée est une phase technique qui collecte des données techniques et non des données personnelles. Une alerte mensuelle est générée de manière automatisée sur les anomalies techniques détectées : surconsommation de carburant, excès de vitesse supérieur à 10 km/heure. Le bilan carbone du mois est également communiqué.

Ces données techniques sont collectées une fois par mois de façon à pouvoir sensibiliser les responsables des services utilisateurs des véhicules sur les anomalies détectées et préconiser les actions de prévention adaptées. Il ne s'agit en aucun cas d'affiner les données recueillies au jour le jour voire à l'heure près, l'objectif de prévention du risque routier ne nécessitant pas un tel niveau de granularité. Il n'y a donc pas d'identification des utilisateurs à travers l'exploitation de ces données techniques.

Dans une seconde phase, le système d'autopartage permettra aux personnels de réserver un véhicule, d'en prendre possession et de le restituer sans l'usage d'une clé (utilisation de la carte professionnelle). Ce système permettra de déverrouiller le véhicule à distance, de le géolocaliser en cas d'accident et d'accéder à certaines données à la demande des autorités judiciaires. Cette seconde phase est au stade de l'expérimentation sur deux véhicules de l'établissement à l'usage interne de la Direction du Patrimoine. En l'état actuel de l'expérimentation, des réserves subsistent en matière de protection des données personnelles. Le déploiement de cette partie de l'application est subordonné à la mise en place d'un traçage des accès aux données collectées.

Prenant la parole, Monsieur Fathie Boubertekh, Directeur général des services (DGS), indique que le Délégué à la protection des données (DPD/DPO) de l'établissement a été consulté sur la question de la protection des données personnelles dans le cadre de ce dispositif. Le DPD/DPO s'est saisi de ce dossier et travaille en collaboration avec la Direction du Patrimoine.

Les fonctionnalités de cette gestion technique et de l'application numérique associée ainsi que les questions de traçabilité feront l'objet d'une consultation du Comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (CHSCT) de l'établissement avant tout déploiement.

A l'issue de cette présentation, la parole est donnée aux membres du CA.

Madame Rault remercie le VP CA, le DGS et Monsieur Berrag pour l'ensemble de ces précisions. Elle indique que cette question diverse fait suite à la réception d'un courriel d'alerte par les membres de l'Institut méditerranéen de biodiversité et d'écologie marine et continentale (laboratoire IMBE), utilisateurs d'un véhicule de l'établissement. Ce message a été assez mal accueilli par les collègues qui se sont sentis remis en cause sur le plan de leurs liberté individuelles.

Monsieur Berrag indique en effet qu'un message d'alerte a été adressé au directeur de laboratoire sur la détection de plusieurs excès de vitesse et d'une surconsommation de carburant dans le cadre de l'utilisation de ce véhicule. Comme indiqué précédemment, cette démarche s'inscrit dans une logique de prévention du risque routier. En aucun cas les utilisateurs n'ont pu être identifiés et associés aux anomalies recensées.

Prenant la parole, le Président remercie Monsieur Berrag pour la clarté de ces explications ainsi que l'ensemble des parties prenantes à ce dossier. Toutes les dispositions seront prises pour garantir la protection des données personnelles des agents dans le respect des dispositions du règlement général sur la protection des données (RGPD).

Le Président tient à rappeler toutefois que l'usage du parc automobile public est règlementé. Le véhicule de l'établissement est prêté à un agent dans le cadre d'un déplacement professionnel dans un contexte de respect du bien public et de sécurité maximale de l'agent. Dans cette logique, l'établissement ne peut pas ne pas tenir compte des données techniques collectées, de surcroît lorsqu'elles révèlent des pratiques susceptibles d'impacter d'une part la sécurité des personnels et d'autre part la consommation énergétique liée à l'utilisation d'un bien public.

Monsieur Berrag évoque également la question de la gestion centralisée des véhicules de l'établissement qui peut susciter certaines incompréhensions voire inquiétudes de la part des utilisateurs.

Sur ce point, le Président suggère la tenue d'une réunion d'information avec l'ensemble des services et composantes utilisateurs de véhicules pour préciser le cadre réglementaire, les obligations en matière d'écologie et de développement durable ainsi que les modalités de mise en œuvre en interne dans une logique de souplesse et de bienveillance.

A l'issue de ces échanges, l'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 17h10.

Le Président d'Avignon Université

Philippe ELLERKAMP

